

*Réglementation des prix*

Cela m'a appris certaines choses inoubliables sur le genre de conditions nécessaires au succès de toute forme de contrôle des prix et des salaires. Les deux critères d'importance primordiale, si l'on doit contrôler avec succès les prix et les salaires, sont la simplicité et l'approbation du public en général. Pendant la guerre, quand nous avions un contrôle général des prix et des salaires, chaque maîtresse de maison était un agent d'exécution. C'est qu'elle n'avait qu'à faire un rapport si le prix d'un produit avait augmenté car, par définition aux termes du régime du contrôle des prix et des salaires, toute augmentation de prix était illégale; elle n'avait qu'à faire un rapport à l'agent local de la Commission du commerce en temps de guerre disant que quelqu'un n'avait pas respecté les prix fixés.

Le deuxième facteur est un bon appui de la part du public; autrement dit, tout le pays épaulait le gouvernement dans son effort de guerre et appuyait sans restriction les efforts déployés pour supprimer tout élément inflationniste de la période de guerre. En temps de paix, toute tentative de contrôle général des prix et des salaires autre que l'imposition d'un plafond a plus ou moins échoué, certaines tristement, d'autres, moins. En effet, le monde regorge de débris de contrôles des prix et des salaires qui n'ont pas donné de bons résultats.

● (1450)

Il y a bien des choses dans le monde qui n'ont abouti à rien et il n'est pas étonnant que la réglementation des salaires et des prix ait été infructueuse dans certains cas, voire dans tous les cas. On dira peut-être que l'effort en valait la peine, mais, malheureusement, les efforts pour imposer la réglementation des salaires et des prix en temps de paix ont lamentablement échoué. Ils ont invariablement donné des résultats contraires à ceux que l'on prévoyait. Non seulement n'ont-ils pas réussi à enrayer la hausse des coûts et des prix, mais ils ont joué dans le sens contraire car ils ont réduit la production.

Nous avons eu récemment deux exemples de l'essai d'une réglementation générale des prix et des salaires, une aux États-Unis, l'autre au Royaume-Uni. Au Canada, nous avons connu les répercussions des efforts entrepris aux États-Unis pour imposer la réglementation des prix des produits agricoles. Nous n'avons pas encore éliminé tout à fait les effets néfastes de ces efforts infructueux qui ont abouti à la vente au rabais du bétail. Encore aujourd'hui, mon collègue, le ministre de l'Agriculture (M. Whelan), nous a parlé d'une des mesures que nous avons dû prendre, et qui remonte aux efforts infructueux pour réglementer artificiellement les prix du bétail et de la viande.

Si nous nous tournons du côté du Royaume-Uni, nous voyons un phénomène différent. On a cherché à y imposer la réglementation des salaires et cette tentative a abouti à une réduction énorme de l'ensemble de la production. Un gouvernement s'est même effondré par suite de la mise en vigueur d'une réglementation des salaires qui n'a pas reçu de la population toute l'approbation exigée pour mener à bien une telle initiative. J'espère que cela servira de leçon à mes amis du parti conservateur progressiste et qu'ils

verront ce qui se produit lorsqu'on tente d'imposer un tel régime en temps de paix.

Comme le disait le premier ministre (M. Trudeau) à ce sujet, et le passage suivant à la page 36 du *hansard* du 28 février en fait foi:

Ce n'est pas tout à fait honnête de s'étendre longuement sur l'idée agréable d'un blocage des prix à la consommation, tout en détournant l'attention de l'idée moins agréable d'un gel des revenus. Ce n'est pas tout à fait honnête de ne pas dire au public que la régie des salaires ne va pas sans injustices, qu'elle s'applique très strictement aux collets bleus, dont on peut facilement surveiller les salaires, et très doucement aux collets blancs à qui on peut donner une augmentation de traitement camouflée sous la forme d'une reclassification artificielle.

De la tentative britannique, nous pouvons apprendre ce qui se produit quand il y a des groupes de gens qui y croient que ce soit vrai ou non, et cela confirme le point que j'ai déjà fait valoir, à savoir que seul un système universellement appuyé ou presque, a des chances d'être appliqué avec succès. Pourtant, l'opposition officielle continue à préconiser un système de réglementation générale.

Bien sûr, ces gens-là y mettent des restrictions. Quand on leur fait remarquer certaines difficultés, ils commentent à nous énumérer leurs restrictions. De sorte qu'on ne sait plus au juste quelle est l'opinion de l'opposition officielle à ce sujet.

Cela me fait penser à un onion. On l'épluche, on enlève pelure sur pelure puis, finalement, il ne reste rien.

**Des voix:** Bravo!

**M. Hellyer:** Tout comme lors des prochaines élections.

**M. Sharp:** Sauf, monsieur l'Orateur, que si on est de l'autre côté, on a les yeux qui pleurent.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Paproski:** Qui écrit vos discours, Mitch?

**M. Sharp:** Je regrette d'avoir à vous dire que personne ne m'a préparé de discours, j'ai donc eu à me débrouiller seul aujourd'hui.

**Des voix:** Bravo!

**M. Paproski:** Vous êtes meilleur au piano que pour faire des farces.

**M. Sharp:** La résolution à l'étude a été présentée par un parti qui, comme le gouvernement, a rejeté l'idée d'une réglementation générale des prix et des salaires; on demande au gouvernement:

... d'envisager la présentation immédiate de mesures législatives destinées à contrôler de façon sélective le prix des produits essentiels et à donner au gouvernement ou à la Commission de surveillance des prix le pouvoir d'empêcher les augmentations de prix injustifiables.

Il s'agit d'une proposition différente et difficile à analyser, car ses termes ne sont pas très bien définis. Il s'agit d'un système qui n'est pas du tout défini. On parle de contrôles sélectifs. On ne nous dit pas ce qu'ils doivent être, ni quels sont les produits essentiels, mais il s'agit d'accorder à quelqu'un le pouvoir de s'en occuper. J'aimerais parler de cette proposition en particulier.